EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	40 fr.	80 fr.
	6 mois..	25 »	38 »
	3 mois..	15 »	22 »
France et Colonies	Un an..	50 »	75 »
	6 mois..	30 »	45 »
	3 mois..	18 »	28 »
Étranger	Un an..	100 »	150 »
	6 mois..	60 »	90 »
	3 mois..	35 »	55 »

Changement d'adresse : 2 francs

LE «BULLETIN OFFICIEL» PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahir, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris, et dans les bureaux de poste de l'Office Chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle..... 1 franc
 Édition complète..... 1 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires { La ligne de 27 lettres 3 francs

(Arrêté résidentiel du 28 juin 1930)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'Agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin Officiel » du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

Dahir du 10 février 1933 (15 chaoual 1351) homologuant les décisions prises par la commission syndicale de l'Association syndicale des propriétaires du quartier du « Lotissement Portes » (secteur des Cimetières), à Oujda 498

Dahir du 22 avril 1933 (26 hija 1351) autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial, sise à Sefrou (Fès) 498

Dahir du 22 avril 1933 (26 hija 1351) autorisant la cession des droits de l'État sur deux parcelles de terrain (Chaouïta). 499

Dahir du 23 avril 1933 (27 hija 1351) autorisant la vente d'un lot de colonisation (Fès) 499

Dahir du 23 avril 1933 (27 hija 1351) autorisant la vente d'un lot de colonisation (Fès) 499

Dahir du 23 avril 1933 (27 hija 1351) autorisant la vente d'un lot de colonisation (Fès) 499

Dahir du 25 avril 1933 (29 hija 1351) autorisant la vente d'un immeuble domanial (Donkkala) 500

Dahir du 29 avril 1933 (4 moharrem 1352) instituant une taxe pour frais d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation des plantes, parties de plantes ou produits végétaux 500

Arrêté viziriel du 9 mai 1933 (14 moharrem 1352) relatif à la délivrance des certificats d'inspection sanitaire à l'exportation des plantes, parties de plantes ou produits végétaux 500

Dahir du 29 avril 1933 (4 moharrem 1352) approuvant et déclarant d'utilité publique une modification apportée au plan d'aménagement du quartier Ben Sliman, à Casablanca 501

Dahir du 2 mai 1933 (7 moharrem 1352) modifiant l'annexe I du dahir du 31 mars 1919 (28 joumada II 1337) formant code de commerce maritime 501

Dahir du 2 mai 1933 (7 moharrem 1352) relatif à l'immatriculation des navires de commerce en zone française de l'Empire chérifien 502

Dahir du 7 mai 1933 (12 moharrem 1352) autorisant la vente de parcelles de terrain domanial (Fès) 502

Dahir du 10 mai 1933 (15 moharrem 1352) fixant le montant du droit de timbre afférent aux dépôts d'espèces effectués dans les établissements bancaires 502

Dahir du 10 mai 1933 (15 moharrem 1352) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications au plan et règlement d'aménagement de la ville nouvelle d'Ouezzari 502

Dahir du 20 mai 1933 (25 moharrem 1352) approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées au plan et règlement d'aménagement des quartiers de la ville nouvelle de Marrakech 503

Arrêté viziriel du 21 avril 1933 (25 hija 1351) fixant la composition des commissions de recensement de la taxe urbaine dans les centres de Mechra bel Ksiri, Kasba-Tadla et Sidi Rahal 503

Arrêté viziriel du 21 avril 1933 (25 hija 1351) autorisant et déclarant d'utilité publique un échange immobilier entre l'État français et la ville de Meknès, et classant deux parcelles de terrain au domaine public de cette ville. 503

Arrêté viziriel du 21 avril 1933 (25 hija 1351) homologuant les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Jemâa des Drissa », situé sur le territoire de la tribu des Khlott (Arbaoua) 504

Arrêté viziriel du 28 avril 1933 (3 moharrem 1352) relatif aux eaux de table, minérales, gazeuses, de Seltz, aux limonades et sodas et à la glace alimentaire 505

Arrêté viziriel du 8 mai 1933 (13 moharrem 1352) réglementant l'importation des semences fourragères dans la zone française de l'Empire chérifien 507

Arrêté viziriel du 8 mai 1933 (13 moharrem 1352) portant reconnaissance d'une section de la route n° 304 de Bess-el Bali à Ain Aïcha, et fixant sa largeur 508

Arrêté viziriel du 8 mai 1933 (13 moharrem 1352) portant renouvellement des membres du comité de communauté israélite de Taza 508

Arrêté viziriel du 8 mai 1933 (13 moharrem 1352) déclarant d'utilité publique et urgente la création d'un chemin d'accès à la soue à essence à Midelt (Meknès), et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cette création 508

Arrêté viziriel du 20 mai 1933 (25 moharrem 1352) portant reconnaissance de la piste longeant la conduite d'amenée à Casablanca des eaux de l'oued Fouarat (entre le réservoir de Rabat et celui de Casablanca), et fixant sa largeur 509

Arrêté viziriel du 20 mai 1933 (25 moharrem 1352) portant reconnaissance d'une piste et de deux sentiers dans la circonscription de Meknès-banlieue, et fixant leur largeur 510

Arrêté viziriel du 26 mai 1933 (1 ^{er} safar 1352) frappant d'expropriation une parcelle de terrain nécessaire à la modification des emprises de la gare de Safi, et prononçant l'urgence	510
Arrêté viziriel du 28 mai 1933 (3 safar 1352) autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain, sise à Rabat	510
Arrêté viziriel du 8 juin 1933 (14 safar 1352) modifiant l'arrêté viziriel du 10 juillet 1932 (6 rebia I 1351) fixant les nouveaux taux des indemnités de gérance et de responsabilité allouées aux receveurs et assimilés, aux chefs de stations radiotélégraphiques et aux facteurs-receveurs de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones	511
Arrêté viziriel du 8 juin 1933 (14 safar 1352) modifiant, à partir du 1 ^{er} octobre 1930, le taux des indemnités horaires et forfaitaires allouées au personnel de l'enseignement	511
Arrêté résidentiel portant nomination des membres du conseil supérieur de l'assistance privée et de la bienfaisance	512
Arrêté du secrétaire général du Protectorat désignant deux membres à la commission de surveillance instituée près la prison civile d'Oujda	512
Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant les modalités d'application du repos hebdomadaire au marché de gros des légumes de Casablanca	513
Arrêté du directeur général des travaux publics modifiant l'arrêté du 30 août 1923 portant application du tarif spécial n° 6 (Manutention et stationnement à terre des charbons de toute nature) concernant la Manutention marocaine	513
Autorisations d'associations	513
Mouvements de personnel dans les administrations du Protectorat	513
Promotions réalisées en application des dahirs des 27 décembre 1924 et 8 mars 1928 attribuant aux agents des services publics des bonifications d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux	515
Classement dans la hiérarchie spéciale du service des affaires indigènes	515
Nomination dans le service des commandements territoriaux	515
Liste des permis de prospection rayés pour renonciation, non-paiement des redevances ou fin de validité	515
Liste des permis de recherche rayés pour renonciation, non-paiement des redevances ou fin de validité	515
Liste des permis de recherche accordés pendant le mois de mai 1933	515

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de mise en recouvrement des rôles du tertib, des prestations, des patentes, des patentes et taxe d'habitation, de la taxe urbaine, de la taxe d'habitation dans diverses localités	516
Renseignements statistiques hebdomadaires des chemins de fer	517
Statistique des opérations de placement pendant la semaine du 22 mai au 28 mai 1933	518

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 10 FÉVRIER 1933 (15 chaoual 1351)
homologuant les décisions prises par la commission syndicale de l'Association syndicale des propriétaires du quartier du « Lotissement Portes » (secteur des Cimetières), à Oujda.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 joumada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 10 novembre 1917 (25 moharrem 1336) sur les associations syndicales de propriétaires urbains et, notamment, les articles 10 et 11 ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 août 1932 (28 rebia II 1351) portant constitution de l'association syndicale des propriétaires urbains du quartier du « Lotissement Portes », sis dans le secteur des Cimetières, à Oujda ;

Vu l'accord amiable des propriétaires intéressés, au cours de la réunion tenue aux services municipaux d'Oujda, le 26 octobre 1931 ;

Vu le dossier de l'enquête ouverte aux services municipaux d'Oujda, du 18 novembre au 3 décembre 1932 ;

Vu la décision prise par la commission syndicale de ladite association, au cours de sa séance du 19 décembre 1932,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Sont homologuées les décisions prises par la commission syndicale de l'Association syndicale des propriétaires urbains du quartier dit « Lotissement Portes », dans sa séance du 19 décembre 1932, concernant la redistribution de parcelles comprises dans le périmètre de l'association, conformément aux plans et états annexés à l'original du présent dahir.

Fait à Rabat, le 15 chaoual 1351,
(10 février 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 22 AVRIL 1933 (26 hija 1351)
autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial, sise à Sefrou (Fès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à M. Le Cornec Félix d'une parcelle de terrain domanial dite « Jardin Driss Zerhouni », inscrite sous le n° 118 F.R. au sommier de consistance des biens domaniaux de Fès, d'une superficie approximative de mille soixante-cinq mètres carrés (1.065 mq.), sise à Sefrou, au prix de mille cinq cents francs (1.500 fr.), payable en un seul terme, dès la passation de l'acte de vente.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Fès, le 26 hija 1351,
(22 avril 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 22 AVRIL 1933 (26 hija 1351)
 autorisant la cession des droits de l'Etat sur deux parcelles
 de terrain (Chaouïa).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
 élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la cession à M. Julia
 Albert des droits de l'Etat sur deux parcelles de terrain
 sises sur le territoire de la tribu des Zénata, fraction Oulad
 Maza, au lieu dit « La Cascade » (Chaouïa), consistant en
 les 5/24 indivis des immeubles dits : « Floria Tuilerie II »
 et « Floria Tuilerie III », titres fonciers n° 10416 C. et
 10415 C., d'une superficie respective de trente ares vingt
 centiares (30 a. 20 ca.) et un hectare sept ares soixante-
 quinze centiares (1 ha. 07 a. 75 ca.).

ART. 2. — Cette cession est consentie au prix global
 de deux mille soixante-dix francs (2.070 fr.), payable dès
 la passation de l'acte de vente.

ART. 3. — L'acte de vente devra se référer au présent
 dahir.

Fait à Fès, le 26 hija 1351,
 (22 avril 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 23 AVRIL 1933 (27 hija 1351)
 autorisant la vente d'un lot de colonisation (Fès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
 élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue du rajuste-
 ment du lot de colonisation « Bled Ouezzani n° 1 », la
 vente sous condition résolutoire à M. Atge Pierre du lot de
 colonisation « Bled Ouezzani n° 1 bis » (Fès), d'une super-
 ficie de soixante-dix hectares (70 ha.), au prix de cent
 soixante mille vingt francs (160.020 fr.), payable dans les
 mêmes conditions que le prix du lot « Bled Ouezzani
 n° 1 ».

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent
 dahir.

Fait à Fès, le 27 hija 1351,
 (23 avril 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 23 AVRIL 1933 (27 hija 1351)
 autorisant la vente d'un lot de colonisation (Fès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
 élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue du rajuste-
 ment du lot de colonisation « Bled Ouezzani n° 3 », la vente
 sous condition résolutoire à M. Pelbois Jean du lot de
 colonisation « Bled Ouezzani n° 3 bis » (Fès), d'une super-
 ficie de quatre-vingt-trois hectares cinquante ares (83 hec-
 tares 50 a.), au prix de cent quatre-vingt-treize mille trois
 cent quatre-vingt-six francs (193.386 fr.), payable dans les
 mêmes conditions que le prix du lot « Bled Ouezzani
 n° 3 ».

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent
 dahir.

Fait à Fès, le 27 hija 1351,
 (23 avril 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 23 AVRIL 1933 (27 hija 1351)
 autorisant la vente d'un lot de colonisation (Fès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
 élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue du rajuste-
 ment du lot de colonisation « Bled Ouezzani n° 5 », la
 vente sous condition résolutoire à M. Mariani Louis du lot
 de colonisation dit « Bled Ouezzani n° 5 bis », d'une super-
 ficie de soixante et onze hectares cinquante ares (71 hec-
 tares 50 a.), au prix de cent soixante-sept mille cinq cent
 quatre-vingt-quatorze francs (167.594 fr.), payable dans les
 mêmes conditions que le prix du lot « Bled Ouezzani n° 5 ».

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent
 dahir.

Fait à Fès, le 27 hija 1351,
 (23 avril 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 25 AVRIL 1933 (29 hija 1351)
 autorisant la vente d'un immeuble domanial (Doukkala).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, par voie d'adjudication aux enchères publiques, la vente de l'immeuble domanial dit « Sania Si Allal el Maachi », inscrit sous le n° 48 D.R. au sommier de consistance des biens domaniaux de Mazagan, d'une superficie approximative de un hectare cinquante ares (1 ha. 50 a.), sis sur le territoire de la tribu des Oulad Bouaziz (Doukkala).

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Fès, le 29 hija 1351,
 (25 avril 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 29 AVRIL 1933 (4 moharrem 1352)
 instituant une taxe pour frais d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation des plantes, parties de plantes ou produits végétaux.

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'inspection sanitaire des végétaux et produits végétaux à l'importation constitue l'un des facteurs essentiels de la protection des cultures contre les parasites.

De même, l'inspection sanitaire à l'exportation, par les garanties qu'elle donne aux pays étrangers, facilite l'écoulement des produits marocains sur les marchés extérieurs et évite les refoulements et les interdictions qu'entraîne le mauvais état sanitaire des produits végétaux exportés.

Ces opérations présentent donc une importance économique toute particulière dans les échanges internationaux, car l'exportation de produits parasités peut entraîner la fermeture d'importants marchés étrangers et compromettre ainsi l'exportation de la production agricole du Maroc.

C'est pourquoi il est indispensable de donner aux services chargés des opérations d'inspection sanitaire les moyens d'action nécessaires pour leur permettre d'assurer leur mission dans les meilleures conditions techniques possibles.

Tel est l'objet du présent dahir.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Il est perçu une taxe pour frais d'inspection sanitaire, sur les produits ou objets végétaux énumérés à l'article 5 du dahir du 20 septembre 1927 (23 rebia I 1346) portant règlement de police sanitaire des végétaux :

a) Lorsqu'ils sont soumis, à leur entrée dans la zone française, à l'inspection sanitaire dans les conditions prévues par le titre II du dahir précité du 20 septembre 1927 (23 rebia I 1346), ou par les arrêtés pris pour son application ;

b) Lorsqu'ils sont exportés hors de la zone française, accompagnés d'un certificat d'inspection sanitaire ;

c) Lorsqu'ils font l'objet, en vue de leur exportation, de l'inspection sanitaire prévue par l'article 27 du même dahir. Ils sont, dans ce cas, désignés par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation.

ART. 2. — La taxe s'applique également aux insectes et aux cryptogames d'intérêt économique admis à l'entrée ou au transit dans la zone française, à l'exclusion des cryptogames destinés à l'usage thérapeutique ou expérimental médical, et des insectes ou plantes pour collections.

ART. 3. — La taxe est calculée d'après le poids brut des marchandises, emballages compris ; elle est perçue par le service des douanes préalablement à l'inspection sanitaire.

ART. 4. — Des arrêtés de Notre Grand Vizir en fixent les taux et précisent les conditions d'application du présent dahir.

Fait à Meknès, le 4 moharrem 1352,
 (29 avril 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
 LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 9 MAI 1933

(14 moharrem 1352)

relatif à la délivrance des certificats d'inspection sanitaire à l'exportation des plantes, parties de plantes ou produits végétaux.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 septembre 1927 (23 rebia I 1346) portant règlement sur la police sanitaire des végétaux ;

Vu le dahir du 29 avril 1933 (4 moharrem 1352) instituant une taxe pour frais d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation des plantes, parties de plantes ou produits végétaux ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La délivrance des certificats d'inspection sanitaire, en vue de l'exportation des plantes, parties de plantes ou produits végétaux, qui sont désignés par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en application de l'article 27 du dahir susvisé du 20 septembre 1927 (23 rebia I 1346), ne peut être effectuée que sur demande établie sur papier timbré à huit francs, adressée aux inspecteurs régionaux de la défense des cultures.

ART. 2. — Sur les demandes, faites conformément aux dispositions de l'article précédent, doivent figurer les indications suivantes :

- a) La nature et, le cas échéant, l'espèce et la variété botanique des produits ou objets exportés ;
- b) Le nom du propriétaire et le lieu de la culture d'origine ;
- c) Le poids global de l'envoi et le nombre de colis ;
- d) Les marques et les numéros des colis ;
- e) Le nom et l'adresse de l'expéditeur ;
- f) Le nom et l'adresse du destinataire.

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle à l'application des prescriptions du dahir précité du 20 septembre 1927 (23 rebia I 1346), ni, s'il y a lieu, à la perception de taxes pour frais d'inspection sanitaire, telles qu'elles sont prévues par le dahir susvisé du 29 avril 1933 (4 moharrem 1352).

ART. 4. — Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 14 moharrem 1352,
(9 mai 1933).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 29 AVRIL 1933 (4 moharrem 1352)
approuvant et déclarant d'utilité publique une modification apportée au plan d'aménagement du quartier Ben Sliman, à Casablanca.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 joumada I 1332) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension de villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 17 juin 1916 (15 chaabane 1334) approuvant et déclarant d'utilité publique le plan d'aménagement du quartier Ben Sliman à Casablanca, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo ouverte aux services municipaux de Casablanca, du 8 janvier au 9 février 1931 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée et déclarée d'utilité publique la modification apportée au plan d'aménagement du quartier Ben Sliman à Casablanca, telle qu'elle est indiquée sur le plan annexé à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville de Casablanca sont chargées de l'exécution du présent dahir.

Fait à Meknès, le 4 moharrem 1352,
(29 avril 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 2 MAI 1933 (7 moharrem 1352)
modifiant l'annexe I du dahir du 31 mars 1919
(28 joumada II 1337) formant code de commerce maritime.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Le paragraphe b) de l'article 3 de l'annexe I du dahir du 31 mars 1919 (28 joumada II 1337) formant code de commerce maritime, tel qu'il a été modifié par les dahirs des 26 juillet 1922 (29 kaada 1340) et 18 mai 1930 (19 hija 1348), est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 3. —

« b) D'effectuer ordinairement une navigation qui « intéresse, d'une façon directe et principale, le trafic des « ports de la zone française ou, s'il s'agit de bateaux de « pêche, de débarquer habituellement le produit de leur « pêche dans la zone française. »

Fait à Meknès, le 7 moharrem 1352,
(2 mai 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 2 MAI 1933 (7 moharrem 1352)
relatif à l'immatriculation des navires de commerce
en zone française de l'Empire chérifien.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Seuls les navires de commerce qui
auront moins de vingt et un ans d'âge, comptés du jour de
leur première mise en service, pourront être nationalisés
marocains, dans les conditions prévues à l'article 3 de l'an-
nexe I du dahir du 31 mars 1919 (28 jourmada II 1337)
formant code de commerce maritime.

Fait à Meknès, le 7 moharrem 1352,
(2 mai 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 7 MAI 1933 (12 moharrem 1352)
autorisant la vente de parcelles de terrain domanial (Fès).

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à la Société
d'énergie électrique du Maroc de trois parcelles de terrain
domanial, sises à proximité de Fès, et désignées au tableau
ci-après :

N° DU S.C.	DÉSIGNATION DES IMMEUBLES, SITUATION	SUPERFICIE	VALEUR
56 F.R.	Djenan Debbagh (partie) à Zrika, tribu Ouled el Hadj de l'oued	2 mq.	100 francs
74 F.R.	Djenan el Araki (près du borj sud), tribu Cherar- da	2 mq.	100 francs
620 F.R.	Djenan Ghali el Haddad, à Ouïslan, tribu Che- rarda	2 mq.	100 francs

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent
dahir.

Fait à Rabat, le 12 moharrem 1352,
(7 mai 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 10 MAI 1933 (15 moharrem 1352)
fixant le montant du droit de timbre afférent aux dépôts
d'espèces effectués dans les établissements bancaires.

EXPOSÉ DES MOTIFS

A l'exemple de la loi française, il a paru opportun de
dispenser du droit du timbre gradué des quittances les
reçus délivrés par les établissements bancaires pour cons-
tater les dépôts d'espèces, et de les assujettir à un droit fixe
ne variant pas avec l'importance des sommes.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les reçus constatant un dépôt
d'espèces effectué dans un établissement bancaire sont
frappés d'un droit de timbre-quittance uniforme de cin-
quante centimes (0 fr. 50).

Fait à Rabat, le 15 moharrem 1352,
(10 mai 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 10 MAI 1933 (15 moharrem 1352)
approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications
aux plan et règlement d'aménagement de la ville nouvelle
d'Ouezzan.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 jourmada I 1332) relatif
aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des
villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont
modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le
domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou
complété ;

Vu le dahir du 24 septembre 1928 (9 rebia II 1347)
approuvant et déclarant d'utilité publique les plan et règle-
ment d'aménagement de la ville nouvelle d'Ouezzan, modi-
fié par le dahir du 15 mars 1932 (7 kaada 1350) ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incom-
modo ouverte aux services municipaux d'Ouezzan, du
15 février au 15 mars 1933 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protec-
torat,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées et déclarées d'utilité publique les modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement de la ville nouvelle d'Ouezzan, telles qu'elles sont indiquées sur les plan et règlement annexés à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville d'Ouezzan sont chargées de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 15 moharrem 1352,
(10 mai 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

DAHIR DU 20 MAI 1933 (25 moharrem 1352)
approuvant et déclarant d'utilité publique des modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement des quartiers de la ville nouvelle de Marrakech.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 jourmada I 1332) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 15 juillet 1926 (4 moharrem 1345) approuvant et déclarant d'utilité publique les nouveaux plan et règlement d'aménagement des quartiers de la ville nouvelle de Marrakech ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo ouverte aux services municipaux de Marrakech, du 10 décembre 1932 au 10 janvier 1933 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées et déclarées d'utilité publique les modifications apportées aux plan et règlement d'aménagement des quartiers de la ville nouvelle de Marrakech, telles qu'elles sont indiquées sur les plan et règlement annexés à l'original du présent dahir.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville de Marrakech sont chargées de l'exécution du présent dahir.

Fait à Rabat, le 25 moharrem 1352,
(20 mai 1933).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 21 AVRIL 1933

(25 hija 1351)

fixant la composition des commissions de recensement de la taxe urbaine dans les centres de Mechra bel Ksiri, Kasba-Tadla et Sidi Rahal.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336) portant réglementation de la taxe urbaine, et, notamment, l'article 7, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont désignés pour faire partie de la commission de recensement prévue par l'article 7 du dahir susvisé du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336) portant réglementation de la taxe urbaine :

A Mechra bel Ksiri :

MM. Bois Benoît ;
Staron Lucien ;
Lamarche André ;
Si Ahmed Chaoui ;
Si Abdellah Riahni.

A Kasba-Tadla :

MM. Loufrani Léon ;
Pello Joseph ;
Si el Bachir ben Abbès ;
Si Lahoussine ben Bouabid ;
M. Hazzan Yahia.

A Sidi Rahal :

Le cheikh Si Mohamed bel Faquira ;
Si Abdellah bou Kontar ;
Si Mohamed ould el Abd ;
Le cheikh Daouid ben Ili ;
MM. Youssef ben Issaghar ;
Meyer ben Kirat.

Fait à Fès, le 25 hija 1351,
(21 avril 1933).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 21 AVRIL 1933

(25 hija 1351)

autorisant et déclarant d'utilité publique un échange immobilier entre l'Etat français et la ville de Meknès, et classant deux parcelles de terrain au domaine public de cette ville.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Meknès, dans ses séances des 4 août 1932 et 30 janvier 1933 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis des directeurs généraux des finances et des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé et déclaré d'utilité publique l'échange de trois parcelles de terrain appartenant à la municipalité de Meknès, situées, l'une, d'une superficie de quatorze hectares seize ares cinquante et un centiares (14 ha. 16 a. 51 ca.), dans le quartier du Camp-Mézergues, les deux autres, d'une superficie totale de un hectare vingt et un ares vingt-sept centiares (1 ha. 21 ares 27 ca.), dans le lotissement des C.M.M., et figurées par une teinte ocre sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, contre deux parcelles appartenant à l'État français, d'une superficie globale de onze hectares quatre-vingt-onze ares soixante-quatre centiares (11 ha. 91 a. 64 ca.), situées dans la partie basse du camp Poublan et figurées par une teinte rouge sur le même plan.

ART. 2. — Cet échange donnera lieu au versement par la ville de Meknès, au compte spécial prévu par l'article 72 de la loi de finances du 19 décembre 1926 (dont l'application au Maroc a fait l'objet de l'article 85 de la loi de finances du 31 mars 1931), d'une soulte de trente-cinq mille cinq cent quatre-vingt-dix francs (35.590 fr.).

ART. 3. — Les parcelles acquises par la ville sont classées au domaine public municipal de Meknès, en vue de leur aménagement en jardins publics ou incorporation à la voirie urbaine.

ART. 4. — Les autorités locales de la ville sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Fès, le 25 hijra 1351,
(21 avril 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 21 AVRIL 1933

(25 hijra 1351)

homologuant les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Jemâa des Drissa », situé sur le territoire de la tribu des Khlott (Arbaoua).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, complété par le dahir du 16 février 1933 (21 chaoual 1351) ;

Vu l'arrêté viziriel du 16 août 1927 (18 safar 1346) ordonnant la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Jemâa des Drissa », situé sur le territoire de la tribu des Khlott (Arbaoua) ;

Attendu que la délimitation de cet immeuble a été effectuée à la date fixée, et que toutes les formalités antérieures et postérieures à cette opération, prescrites par les articles 3, 4, 5 et 7 du dahir précité, ont été accomplies dans les délais légaux ;

Vu le procès-verbal, en date des 29 et 30 novembre 1927, établi par la commission prévue à l'article 2 du même dahir, qui a procédé aux opérations de délimitation ;

Vu les avenants, en date des 11 juin 1929 et 10 janvier 1933 ;

Vu le certificat établi par le conservateur de la propriété foncière, en date du 1^{er} février 1933, conformément aux prescriptions de l'article 6 du même dahir, et attestant :

1° Qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue sur une parcelle comprise dans le périmètre de l'immeuble collectif délimité comme il est dit ci-dessus ;

2° Qu'aucune opposition à la délimitation du dit périmètre n'a fait l'objet du dépôt d'une réquisition d'immatriculation ;

Vu le plan sur lequel est indiqué par un liséré rose l'immeuble collectif délimité ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes, tuteur des collectivités,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 6 du dahir susvisé du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled Jemâa des Drissa », appartenant à la collectivité des Drissa, situé sur le territoire de la tribu des Khlott (Arbaoua).

ART. 2. — Cet immeuble a une superficie approximative de mille soixante-dix-huit hectares (1.078 ha.) ;

Ses limites sont et demeurent fixées ainsi qu'il suit :

De B. 1 à B. 19, piste de 20 mètres de Lalla Mimouna à El Ksar.

Riverain : « Bled Hechalfa » (réq. 2042 R.) ;

De B. 19 à B. 96, ligne droite.

Riverain : collectif Ayaïda ;

De B. 96 à B. 14, éléments droits.

Riverains : melk des Ayaïda et des Drissa ;

De B. 14 à B. 16, sheb Rarck ;

De B. 16 à B. 18, éléments droits ;

De B. 18 à B. 26 (Oulad Chetouane), sheb Seba Kou-diat.

Riverain : « Bled Jemâa des Oulad Chetouane » (dél. n° 74) ;

De B. 26 (Oulad Chetouane) à ancienne B. 71 (réquisition 365 R), limite commune avec « Bled Dechra Lalla Mimouna I » (dél. n° 72) ;

De B. 71 (réq. 365 R.) à B. 12 ER (réq. 365 R.), éléments droits.

Riverains : melks divers ;

De B. 12 ER (réq. 365 R.) à B. 229 (réq. 365 R.), limite commune avec la propriété dite « Fouarat », réquisition 365 R. (1^{re} parcelle) ;

De B. 229 (réq. 365 R.) à B. 18 (réq. 365 R.), piste des Oulad Chetouane.

Riverain : Si Bachirould Abdellah, puis limite commune avec la propriété dite « Fouarat », réquisition 365 R. (2^e parcelle);

De B. 18 (réq. 365 R.) à B. 1, limite commune avec la propriété dite « Bled Hechalfa », réquisition 2042 R.

Les limites ci-dessus énoncées sont indiquées par un liséré rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

*Fait à Fès, le 25 hija 1351,
(21 avril 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mai 1933.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 AVRIL 1933
(3 moharrem 1352)

relatif aux eaux de table, minérales, gazeuses, de Seltz, aux limonades et sodas et à la glace alimentaire.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 14 octobre 1914 (23 kaada 1332) sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu, notamment, le titre II du même dahir relatif à la répression des infractions ;

Vu les arrêtés viziriels du 22 septembre 1917 (5 hija 1335) organisant la surveillance des eaux destinées à la préparation des eaux de table, des eaux minérales artificielles et à la fabrication des eaux gazeuses, et réglant leur commerce ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, après avis du directeur de la santé et de l'hygiène publiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Toute entreprise ayant pour objet l'embouteillage des eaux de table naturelles ou la préparation des eaux de table et des eaux minérales artificielles, des limonades et eaux gazeuses (eau de Seltz, sodas, etc.) ou la fabrication de la glace alimentaire, demeure soumise à une autorisation préalable et à une surveillance spéciale dont les modalités sont fixées ainsi qu'il suit.

ART. 2. — L'autorisation prévue à l'article précédent est délivrée par l'autorité municipale ou locale de contrôle, après avis du chef du bureau d'hygiène ou, à défaut, d'un médecin désigné par le directeur de la santé et de l'hygiène publiques.

Avis de cette autorisation est donné à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation (répression des fraudes).

ART. 3. — L'inspection des établissements visés à l'article premier est confiée à l'inspecteur des pharmacies et à des inspecteurs auxiliaires, choisis parmi les inspecteurs de la répression des fraudes.

Elle doit avoir lieu au moins une fois par an. L'agent qui en est chargé vérifie que l'établissement visité a obtenu

l'autorisation préalable ; il examine l'état des divers locaux et s'assure avec le plus grand soin, de la bonne qualité de l'eau employée, de la propreté et du fonctionnement des appareils de stérilisation, de gazéification, de mise en bouteilles ou en siphon, de la propreté des récipients et du bon état des siphons, notamment en ce qui concerne les têtes métalliques et les tubes plongeurs.

ART. 4. — Les échantillons prélevés sont adressés à la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation (répression des fraudes).

ART. 5. — Après chaque visite, l'inspecteur rédige un rapport sur l'établissement visité, son importance, les dispositions qui y sont prises pour assurer la bonne qualité ou la conservation des produits fabriqués.

Ce rapport est transmis par le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, au chef des services municipaux intéressé ou à l'autorité locale de contrôle.

ART. 6. — Les eaux potables sont des eaux peu minéralisées et exemptes de germes pathogènes. Les eaux vendues pour l'alimentation humaine, en récipients ouverts (bonbonnes, bidons, outres, etc.), doivent être potables.

Les eaux de table du commerce vendues en bouteilles, sont des eaux potables auxquelles leur composition ne permet d'attribuer aucune propriété thérapeutique. Elles doivent être stérilisées par un des procédés scientifiquement reconnus comme efficaces, approuvé par le directeur de la santé et de l'hygiène publiques, et qui doit toujours être indiqué sur les étiquettes.

L'installation du procédé de stérilisation est soumise au préalable, dans les villes érigées en municipalités, à l'examen du bureau d'hygiène et agréée par la commission d'hygiène locale ; là où il n'existe pas de bureau d'hygiène, elle est examinée par la commission régionale d'hygiène ; elle doit être approuvée, dans tous les cas, par le directeur de la santé et de l'hygiène publiques.

Les eaux distillées vendues stériles entrent dans la catégorie des eaux de table. Le mot « distillée » doit figurer sur l'étiquette.

Les dénominations « eau minérale », « eau minérale naturelle », ou toute autre dénomination contenant ces mots, sont réservées aux eaux douces, de propriétés thérapeutiques et provenant d'une source dont l'exploitation a été autorisée par les lois et règlements en vigueur dans le pays d'origine.

Les dénominations contenant les mots « eau minérale artificielle » ou « eau artificiellement minéralisée » sont réservées aux eaux de table additionnées de matières minérales et dont la fabrication est soumise à l'autorisation prévue à l'article premier du présent arrêté.

Les dénominations contenant les mots « gazeuses », « eau gazeuse » sont réservées aux eaux naturellement gazeuses et provenant d'une source dont l'exploitation a été autorisée par les lois et règlements en vigueur dans le pays d'origine.

Les dénominations contenant le mot « gazéifiée » sont réservées aux eaux de table rendues gazeuses par addition de gaz pur et dont la fabrication ne peut avoir lieu sans l'autorisation prévue à l'article premier du présent arrêté.

Les eaux de table, gazeuses ou non, et les eaux minérales artificielles doivent être stériles lorsqu'elles sont vendues en récipients clos.

Les eaux minérales naturelles doivent être exemptes de tout germe pathogène.

Les dénominations contenant le mot « stérilisée » impliquent que l'analyse bactériologique pratiquée sur l'eau après ouverture aseptique du récipient qui la contient, n'y décèle aucun germe vivant.

ART. 7. — Les eaux de table qui n'ont pas subi en dehors de la stérilisation, d'autre manipulation que l'introduction sous pression de gaz carbonique peuvent être dénommées « eau de Seltz ». L'acide carbonique employé à la préparation doit être commercialement pur.

ART. 8. — Les limonades et sodas sont des eaux potables gazéifiées et édulcorées au moyen de 50 grammes de saccharose au moins par litre, ou d'une quantité équivalente de sirops ou sucs de fruits (framboises, groseilles, citron, etc.).

Elles doivent être stériles.

Elles peuvent être acidulées à l'aide d'acide tartrique ou d'acide citrique.

Elles ne peuvent être colorées qu'avec des colorants végétaux inoffensifs ou de la cochenille.

L'emploi de la saponine ou des extraits de saponine, de panama et produits analogues est interdit dans la préparation des limonades et sodas.

Est au contraire toléré l'emploi des essences artificielles dans les mêmes conditions que celles prévues pour les sirops par l'arrêté viziriel du 6 février 1916 (1^{er} rebia II 1334) réglementant l'emploi des substances antiseptiques, des matières colorantes et des essences artificielles dans les denrées alimentaires et les boissons.

Tous les produits employés à la préparation des limonades et des sodas doivent être commercialement purs.

ART. 9. — Dans les établissements où s'exerce le commerce des eaux visées à l'article 6 du présent arrêté, les récipients dans lesquels ces eaux sont mises en vente ou détenues en vue de la vente, doivent être revêtus d'une étiquette portant, en caractères apparents, d'au moins 6 millimètres de hauteur, sans abréviation, l'une des dénominations susmentionnées.

En ce qui concerne les eaux minérales et les eaux gazeuses, cette inscription doit être suivie des indications suivantes :

Nom de la source ;

Nom de la commune où est situé le captage de l'eau ;

Date de l'autorisation d'exploiter ladite eau ;

Nom et adresse du propriétaire ou de l'exploitant.

En ce qui concerne les eaux artificiellement minéralisées ou gazéifiées, ladite inscription doit être suivie des indications suivantes :

Date de l'autorisation prévue aux articles premier et 2 du présent arrêté ;

Nom et adresse du fabricant bénéficiant de l'autorisation.

ART. 10. — L'indication des éléments entrant dans la composition des produits destinés à la préparation d'eaux minérales artificielles, doit figurer sur des étiquettes apposées sur les récipients où sont emmagasinés lesdits produits, en attendant leur mise en vente, ainsi que sur ceux où ils sont livrés en détail à l'acheteur.

Cette indication doit suivre immédiatement leur dénomination commerciale et figurer en caractères de dimen-

sions au moins égales à la moitié des caractères les plus grands employés pour la dénomination desdits produits, et de même apparence typographique.

ART. 11. — Le capsulage métallique des bouteilles, les robinets métalliques, les têtes de siphons et les tubes plongeurs métalliques des siphons et bonbonnes ne doivent comprendre dans la partie qui est en contact avec le liquide, que de l'étain fin, tel qu'il est défini à l'article 5 du dahir précité du 14 octobre 1914 (23 kaada 1332).

ART. 12. — Il est interdit :

1° De vendre ou de mettre en vente sciemment, sans qu'elles répondent aux prescriptions fixées par le présent arrêté, des eaux définies à l'article 6 et, en particulier, celles contenant des germes pathogènes ;

2° De vendre ou de mettre en vente sciemment, sous un nom déterminé, une eau n'ayant pas l'origine indiquée ;

3° De vendre ou de mettre en vente sciemment, sous plusieurs dénominations distinctes, une seule et même eau ;

4° De vendre ou de mettre en vente, en leur attribuant des propriétés thérapeutiques, des eaux autres que les eaux minérales ou artificiellement minéralisées ;

5° De vendre ou de mettre en vente, sous une dénomination applicable aux eaux naturellement gazeuses, une eau minérale gazéifiée artificiellement ou une eau naturellement gazeuse, dont la teneur en gaz a été renforcée artificiellement, à moins que le gaz employé n'ait été celui qui se dégage de la source même et que l'opération ne soit indiquée sur l'étiquette, par une mention appropriée ;

6° D'importer, de vendre, de mettre en vente ou de détenir sciemment, sans motif légitime, sous les dénominations fixées à l'article 6 ci-dessus, des produits autres que ceux ayant un droit exclusif à ces dénominations ;

7° De fabriquer, de vendre ou de mettre en vente des eaux de Seltz ou des limonades et sodas ne répondant pas aux prescriptions édictées par les articles 7 et 8 ci-dessus ;

8° D'indiquer sur les récipients une composition différente de celle que présente l'eau qu'ils contiennent. Toutefois, ne sont pas considérées comme des différences au sens du présent article, les écarts de composition qui résultent des variations dues à des phénomènes naturels ;

9° D'indiquer sur les récipients que l'eau qu'ils renferment a été stérilisée alors qu'elle contient des germes vivants ;

10° De ne pas indiquer la contenance en centilitres, de la bouteille ou d'indiquer une contenance fautive ;

11° D'employer des indications ou des signes, quels qu'ils soient, susceptibles de créer dans l'esprit de l'acheteur une confusion sur la nature, le volume et les qualités substantielles des eaux mises en vente ou sur leur origine, si la désignation de celle-ci doit être considérée comme la cause principale de la vente, et, notamment, d'effectuer cet emploi :

1° Sur les récipients et emballages ;

2° Sur les étiquettes, capsules, bouchons, cachets ou tout autre appareil de fermeture ;

3° Sur les papiers de commerce, factures, catalogues, prospectus, prix courants, enseignes, affiches, tableaux, réclames, annonces ou tout autre moyen de publicité.

ART. 13. — Sont considérées comme frauduleuses les manipulations et pratiques qui ont pour objet de modifier l'état d'une eau vendue sous l'une des dénominations prévues à l'article 6, dans le but de tromper l'acheteur sur les qualités substantielles ou l'origine de cette eau.

Est, en conséquence, interdit le fait d'exposer, de vendre ou de mettre en vente, connaissant leur destination ou leur emploi, ou de détenir sans motifs légitimes :

1° Tout produit destiné à effectuer les manipulations ou pratiques visées ci-dessus ;

2° Tout produit destiné à la préparation d'eaux artificiellement minéralisées et sur les récipients desquels ne figure pas l'indication des éléments entrant dans leur composition telle qu'elle est prévue à l'article 9 ;

3° Tout produit présenté comme sel naturel et extrait d'une eau minérale déterminée, qui n'en serait pas réellement extrait sans addition de substances étrangères, autres qu'une restitution de gaz carbonique ;

4° Tout produit présenté comme propre à fabriquer une eau ayant la composition d'une eau minérale naturelle déterminée.

ART. 14. — En outre, les boissons préparées ou fabriquées en contravention des dispositions qui précèdent, devant être considérées comme nuisibles à la santé, les inspecteurs peuvent en opérer la saisie provisoire, dans les conditions fixées par les articles 6 et 7 de l'arrêté viziriel du 6 décembre 1928 (22 jourmada II 1347) relatif à l'application du dahir précité du 14 octobre 1914 (23 kaada 1332).

En cas de récidive, l'autorisation prévue à l'article premier peut être retirée par le chef des services municipaux ou l'autorité locale de contrôle.

ART. 15. — Il est interdit d'exploiter, sans l'autorisation préalable de l'autorité compétente ou malgré le retrait de l'autorisation, une entreprise ayant pour objet l'une des industries désignées à l'article premier du présent arrêté.

ART. 16. — Le présent arrêté, qui entrera en vigueur deux mois après sa publication au *Bulletin officiel*, abroge les arrêtés viziriels susvisés du 22 septembre 1917 (5 hija 1335).

*Fait à Meknès, le 3 moharrem 1352,
(28 avril 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mai 1933.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 8 MAI 1933

(13 moharrem 1352)

réglementant l'importation des semences fourragères dans la zone française de l'Empire chérifien.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 20 septembre 1927 (23 rebia I 1346) portant règlement sur la police sanitaire des végétaux en zone française de l'Empire chérifien et, notamment, ses articles 1^{er}, 5, 6 et 10 ;

Vu le dahir du 29 avril 1933 (4 moharrem 1352) instituant une taxe pour frais d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation des plantes, parties de plantes ou produits végétaux ;

Sur la proposition du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'importation des semences fourragères dans la zone française de l'Empire chérifien ne peut s'effectuer que par les ports et les postes-frontières désignés par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, conformément aux dispositions de l'article 6 du dahir susvisé du 20 septembre 1927 (23 rebia I 1346).

ART. 2. — Les semences fourragères et, notamment, celles appartenant aux genres botaniques suivants : médicago Tourn. (luzerne et minette) ; trifolium Tourn. (trèfles) ; lotus Tourn. (lotiers) ; anthyllis Riv. (anthyllide), sont soumises à un examen permettant de vérifier si elles ne contiennent aucune graine de cuscute (différentes espèces appartenant au genre cuscute, Tourn., Linné).

ART. 3. — Les importateurs ou leurs représentants sont tenus de déclarer l'espèce botanique à laquelle appartiennent les semences ainsi que le poids de l'envoi.

ART. 4. — L'examen des semences est effectué par les agents de la défense des cultures chargés de l'inspection sanitaire à l'importation.

ART. 5. — Les frais résultant de l'examen sont compris dans la taxe d'inspection sanitaire prélevée conformément aux dispositions du dahir susvisé du 29 avril 1933 (4 moharrem 1352).

ART. 6. — Le résultat de l'examen est porté à la connaissance du destinataire ou de son représentant et, selon le cas, l'entrée des semences est autorisée ou le refoulement en est ordonné dans un délai d'un mois, faute de quoi, il est procédé à la destruction des dites semences. Il est, dans ce dernier cas, dressé procès-verbal de l'opération.

ART. 7. — Les prescriptions du présent arrêté n'excluent pas l'application aux semences fourragères des dispositions de police sanitaire à l'importation prévues par le dahir précité du 20 septembre 1927 (23 rebia I 1346) et les arrêtés pris pour son application.

ART. 8. — Le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui abroge celui du 20 septembre 1927 (23 rebia I 1346) relatif au même objet.

*Fait à Rabat, le 13 moharrem 1352,
(8 mai 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mai 1933.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 8 MAI 1933
(13 moharrem 1352)

portant reconnaissance d'une section de la route n° 304 de Fès el Bali à Aïn Aïcha, et fixant sa largeur.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 joumada I 1342) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et, notamment, l'article 1^{er} ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 janvier 1933 (6 ramadan 1351) portant reconnaissance de diverses voies publiques et de leurs dépendances, et fixation de leurs largeurs ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics, après avis de l'autorité administrative de contrôle,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La section de la route n° 304, de Fès el Bali à Aïn Aïcha, désignée ci-après est reconnue comme faisant partie du domaine public et sa largeur d'emprise est fixée ainsi qu'il suit :

NUMÉRO DE LA ROUTE	DÉSIGNATION	LIMITES ET LONGUEUR DE LA SECTION	LARGEUR DE L'EMPRISE NORMALE DE PART ET D'AUTRE DE L'AXE	
			COTÉ GAUCHE	COTÉ DROIT
304	De Fès el Bali à Aïn Aïcha	Du P. M. 36 k. 000 au P. M. 36 k. 156, 26.	15 m.	15 m.

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 13 moharrem 1352,
(8 mai 1933).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 8 MAI 1933
(13 moharrem 1352)

portant renouvellement des membres du comité de communauté israélite de Taza.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 22 mai 1918 (11 chaabane 1336) portant réorganisation des comités de communauté israélite,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont nommés membres du comité de communauté israélite de Taza :

MM. Elie Azoulay ;
Salomon Choucroun ;
Moïse Choucroun ;
Rahami ben Moïse Choucroun.

Fait à Rabat, le 13 moharrem 1352,
(8 mai 1933).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 8 MAI 1933
(13 moharrem 1352)

déclarant d'utilité publique et urgente la création d'un chemin d'accès à la soute à essence à Midelt (Meknès), et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cette création.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu les dahirs du 8 novembre 1914 (19 hija 1332) relatifs à la procédure d'urgence en matière de travaux publics, et aux attributions du général, commandant supérieur du génie, en matière d'expropriation et d'occupation temporaire ;

Vu le procès-verbal de l'enquête *de commodo et incommodo* ouverte du 10 au 17 février 1933, au bureau des affaires indigènes de Midelt ;

Vu l'urgence ;

Sur la proposition du général, commandant supérieur du génie,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la création d'un chemin d'accès à la soute à essence à Midelt (Meknès).

ART. 2. — Est, en conséquence, frappée d'expropriation la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après, figurée en jaune sur le plan au 1/1.000° annexé à l'original du présent arrêté.

N° DE LA PARCELLE	PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE
1	Tribu des Aï Ouaïfella	58 a. 12 ca.

ART. 3. — L'urgence est prononcée.

ART. 4. — Le général, commandant supérieur du génie, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 13 moharrem 1352,
(8 mai 1933).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 20 MAI 1933
(25 moharrem 1352)

portant reconnaissance de la piste longeant la conduite d'amenée à Casablanca des eaux de l'oued Fouarat (entre le réservoir de Rabat et celui de Casablanca), et fixant sa largeur.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 joumada I 1332) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'exten-

sion des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics, après avis de l'autorité administrative de contrôle,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La piste longeant la conduite d'amenée à Casablanca des eaux de l'oued Fouarat (entre le réservoir de Rabat et le réservoir de Casablanca) est reconnue comme faisant partie du domaine public, et sa largeur d'emprise est fixée ainsi qu'il suit :

INDICATION DES SECTIONS	DÉFINITION DE L'EMPRISE ET LARGEUR DE PART ET D'AUTRE DE L'AXE DE LA CONDUITE EN REGARDANT L'ORIGINE		OBSERVATIONS
	A gauche	A droite	
Entre l'origine de la conduite (réservoir de Rabat) et le sommet 2 bis, sur 592 m. 90	6 m. 75	5 m. 25	
Entre le sommet 2 bis et la piste allant de Rabat à l'oued El Akreuch, sur 445 mètres environ	6 m. 75	0 m. 75	
Entre la piste allant de Rabat à l'oued El Akreuch et la route n° 22, de Rabat au Tadla, sur 207 mètres environ	6 m. 50	5 m. 50	
Entre la route n° 22 et l'extrémité de la route des Souissi, sur 3 km. 002 environ	»	»	L'emprise de la conduite est comprise dans celle de la route des Souissi.
Entre l'extrémité de la route des Souissi et le P.K. 30,210 de la route n° 1, de Casablanca à Rabat, sur 55 km. 230 environ	12 m. 50	12 m. 50	
Sur le bas côté, à droite de la route n° 1, à la traversée de Saint-Jean de Fédhala, sur 4 km. 515 environ	»	»	L'emprise de la conduite est comprise dans celle de la route.
Entre les P.K. 28,696 et 24,550 de la route n° 1, sur 3 km. 850 environ	12 m. 50	12 m. 50	
Entre les P.K. 24,550 et 23,425 de la route n° 1, bas côté à droite, sur 1 km. 125	»	»	L'emprise de la conduite est comprise dans celle de la route.
Entre le P.K. 23,425 de la route n° 1 et le réservoir de Casablanca, sur 20 km. 990 environ	12 m. 50	12 m. 50	

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 25 moharrem 1352,
(20 mai 1933).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTE VIZIRIEL DU 20 MAI 1933

(25 moharrem 1352)

portant reconnaissance d'une piste et de deux sentiers dans la circonscription de Meknès-banlieue, et fixant leur largeur.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 joumada I 1332) relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics, après avis de l'autorité administrative de contrôle,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont reconnus comme dépendances du domaine public, avec une largeur d'emprise de dix mètres :

1° La piste dite de « Kasba Gueddara aux Guerrouane du sud » et son embranchement situé le long du thalweg de l'aïn Gueddara ;

2° Le sentier situé au nord et en bordure d'une parcelle appartenant à M. Péré ;

3° Le sentier situé à l'ouest des remparts, tels qu'ils sont figurés par un liséré rouge sur l'extrait de carte au 1/50.000° et sur le plan annexés à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 25 moharrem 1352,
(20 mai 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 mai 1933.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 26 MAI 1933(1^{er} safar 1352)

frappant d'expropriation une parcelle de terrain nécessaire à la modification des emprises de la gare de Safi, et prononçant l'urgence.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 15 février 1929 (5 ramadan 1347) déclarant d'utilité publique la construction de la ligne de chemin de fer de Safi à Ben Guérir ;

Vu la convention du 29 juin 1920 portant concession à la Compagnie des chemins de fer du Maroc de différentes lignes de chemins de fer et, notamment, l'article 21 du cahier des charges y annexé ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de *commodo et incommodo* ouverte, du 17 avril au 25 avril 1933, dans la circonscription de contrôle civil des Abda-Ahmar ;

Vu l'urgence ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est frappée d'expropriation, au profit de la Compagnie des chemins de fer du Maroc, en vue de la modification des emprises de la gare de Safi, la parcelle de terrain désignée au tableau ci-après, et figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

N° DU PLAN DU CHEMIN DE FER	NATURE DE LA PROPRIÉTÉ	NOMS, PRÉNOMS, DOMICILES ET PART DES PROPRIÉTAIRES PRÉSUMÉS	CONTENANCE DES EMPRISES
1	Inculte	Cohen Isaac - Abraham, à Tanger, pour 6/12. Cohen Mardoché représenté par M. Razon, à Safi, pour 2/12. Addi Fraija, rue de l'Océan, à Safi, pour 1/12. Jacob Joseph, avocat à Fès, pour 1/12. Siboni Mosès (M ^o Zévaco, syndic de faillite, à Casablanca), pour 2/12.	HA. A. CA. 9 00

ART. 2. — L'urgence est prononcée.

ART. 3. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 1^{er} safar 1352,
(26 mai 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 28 MAI 1933

(3 safar 1352)

autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain, sisé à Rabat.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue de l'agrandissement de la station de radiodiffusion du Maroc, l'acquisition d'une parcelle de terrain d'une superficie de treize

mille deux cents mètres carrés (13.200 mq.), sise à Rabat, appartenant à l'administration des Habous, au prix de cent soixante-dix-huit mille francs (178.000 fr.).

ART. 2. — Le chef du service des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 3 safar 1352,
(28 mai 1933).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 31 mai 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 8 JUIN 1933

(14 safar 1352)

modifiant l'arrêté viziriel du 10 juillet 1932 (6 rebia I 1351) fixant les nouveaux taux des indemnités de gérance et de responsabilité allouées aux receveurs et assimilés, aux chefs de stations radiotélégraphiques et aux facteurs-receveurs de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 10 juillet 1932 (6 rebia I 1351) fixant les nouveaux taux des indemnités de gérance et de responsabilité allouées aux receveurs et assimilés, aux chefs de stations radiotélégraphiques et aux facteurs-receveurs de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La date d'exécution de l'arrêté viziriel susvisé du 10 juillet 1932 (6 rebia I 1351) est reportée du 1^{er} avril 1932 au 1^{er} octobre 1930.

Fait à Rabat, le 14 safar 1352,
(8 juin 1933).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1933.

Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 8 JUIN 1933

(14 safar 1352)

modifiant, à partir du 1^{er} octobre 1930, le taux des indemnités horaires et forfaitaires allouées au personnel de l'enseignement.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338) portant organisation du personnel de la direction de l'enseignement, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 7 septembre 1927 (10 rebia I 1346) fixant le taux et le mode de rétribution des indemnités horaires et forfaitaires allouées au personnel de l'enseignement secondaire, modifié et complété par les arrêtés viziriels des 5 avril 1929 (24 chaoual 1347) et 13 août 1929 (13 rebia I 1348) ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités et du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Par modification aux dispositions des arrêtés viziriels susvisés des 7 septembre 1927 (10 rebia I 1346), 5 avril 1929 (24 chaoual 1347) et 13 août 1929 (13 rebia I 1348), les indemnités horaires ou forfaitaires afférentes aux travaux supplémentaires effectués par les fonctionnaires de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités sont fixées conformément au tableau ci-dessous :

1° Taux annuel des heures supplémentaires d'enseignement :

a) Enseignement secondaire

Proviseurs, directeurs, directrices, censeurs et professeurs agrégés	2.403 fr.
Directeurs et directrices non agrégés, censeurs licenciés ou certifiés, professeurs titulaires non agrégés et professeurs chargés de cours.	1.737 »
Professeurs de dessin (degré supérieur, 1 ^{er} ordre).	1.638 »
Professeurs chargés de cours de collège (licenciés ou certifiés), surveillants généraux et surveillantes générales (licenciés ou certifiés).	1.359 »
Professeurs chargés de cours d'arabe	1.332 »
Maitresses de chant (degré supérieur)	1.170 »
Professeurs adjoints (cadre proprement marocain), instituteurs et institutrices du cadre des lycées et collèges (cadre proprement marocain maintenu jusqu'à extinction) enseignant dans les classes du 2 ^e degré	1.098 »
Professeurs de dessin (degré élémentaire, 2 ^e ordre), professeurs de gymnastique (degré supérieur)	1.062 »
Surveillants généraux et surveillantes générales non licenciés	990 »
Répétiteurs et répétitrices chargés de classe et assimilés (cadre proprement marocain), répétiteurs surveillants et répétitrices surveillantes et assimilés assurant un enseignement dans les classes du 2 ^e degré	945 »
Maitresses de chant (degré élémentaire)	927 »
Instituteurs et institutrices du cadre des lycées et collèges (cadre proprement marocain maintenu jusqu'à extinction) enseignant dans les classes du 1 ^{er} degré	882 »
Professeurs de gymnastique (degré élémentaire)	864 »
Répétiteurs surveillants et répétitrices surveillantes assurant dans les lycées un enseignement dans les classes du 1 ^{er} degré	792 »
Instituteurs et institutrices primaires	765 »

b) Enseignement technique

Professeurs chargés de cours	1.737 fr.
Professeurs techniques :	
Technologie d'atelier	1.300 »
Enseignement du dessin	1.085 »
Travaux pratiques	725 »
Professeurs de dessin	1.104 »
Professeurs techniques adjoints (heures d'atelier)	524 »
Contremaîtres et maîtresses d'atelier (heures d'atelier)	387 »

c) Enseignement primaire supérieur

Professeurs :	
Section supérieure	1.300 fr.
Section normale	1.225 »
2° Suppléances éventuelles des services d'enseignement :	
Taux d'heure effectivement faite	21 fr.
(En cas de simple surveillance le tarif est diminué de moitié.)	
3° Indemnités aux fonctionnaires chargés des fonctions de surveillance générale	950 fr. à 1250 fr.
(Indemnités non soumises aux retenues pour pensions civiles.)	
4° Indemnité pour surveillance de l'internat et par heure hebdomadaire	270 fr.
5° Suppléance éventuelle des répétiteurs, répétitrices et des maîtres d'internat (le service de dortoir du coucher au lever des élèves doit être compté pour deux heures de service effectif) : taux de l'heure	7 fr. 50

ART. 2. — Les catégories de fonctionnaires ne figurant pas sur le tableau ci-dessus cesseront d'avoir droit, à dater de la promulgation du présent arrêté, aux indemnités qui leur étaient précédemment allouées.

ART. 3. — Les nouveaux taux fixés par le présent arrêté entreront en application à partir du 1^{er} octobre 1930.

*Fait à Rabat, le 14 safar 1352,
(8 juin 1933).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juin 1933.

*Le Commissaire Résident général,
LUCIEN SAINT.*

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

portant nomination des membres du conseil supérieur de l'assistance privée et de la bienfaisance.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

Vu le dahir du 8 octobre 1924 (8 rebia 1343) relatif au droit des pauvres, et, notamment, son article 2 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 7 juin 1926 portant création du conseil supérieur de l'assistance privée et de la bienfaisance, modifié par les arrêtés résidentiels des 14 mars 1917 et 1^{er} juillet 1929 ;

Vu l'arrêté du 20 mai 1931,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont maintenus ou nommés membres du conseil supérieur de l'assistance privée et de la bienfaisance, pour une période de deux ans, à compter du présent arrêté :

1° Comme membres de sociétés françaises de bienfaisance régulièrement autorisées :

M. Cordier, président de la Société française de bienfaisance de Rabat ;

M. Mondain, président de la Société française de bienfaisance de Mazagan ;

M. Monod, président de la Société française de bienfaisance de Casablanca.

2° Comme membres de sociétés musulmanes de bienfaisance régulièrement autorisées :

S. Exc. le pacha Si Taïeb el Mokri, président de la Société musulmane de bienfaisance de Casablanca ;

S. Exc. le pacha Mohamed ben Mohamed Tazi, président de l'Orphelinat indigène de Fès ;

Si Mohamed Terrab, président de la Société musulmane de bienfaisance de Meknès.

3° Comme membres d'œuvres de prophylaxie ou de protection de l'enfance régulièrement autorisées :

M^{me} Benazeraf, présidente de « La Maternelle », à Casablanca ;

M. Folin, président des Œuvres sociales de bienfaisance de Port-Lyautey ;

M^{me} Chapon, présidente de la Goutte de lait de Casablanca.

4° Comme délégué du 3^o collège :

M. Boiron, délégué du 3^o collège à Rabat.

5° Comme personne spécialement versée dans les questions d'assistance et de bienfaisance :

M^{me} Lucien Saint.

6° Comme médecin spécialement versé dans les questions de puériculture :

M. le docteur Guilmoto, médecin de la Goutte de lait de Rabat.

ART. 2. — MM. Monod et Guilmoto sont respectivement maintenus dans les fonctions de rapporteur et rapporteur adjoint au conseil supérieur de l'assistance privée et de la bienfaisance pour une période d'un an à compter du présent arrêté.

ART. 3. — Le secrétaire général du Protectorat est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 16 mai 1933.

LUCIEN SAINT.

ARRÊTÉ DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT désignant deux membres à la commission de surveillance instituée près la prison civile d'Oujda.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 15 juillet 1927 portant institution de commissions de surveillance près des établissements pénitentiaires, et, notamment, les articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 14 janvier 1930, désignant les membres de la commission régionale de surveillance près la prison civile d'Oujda ;

Vu la demande, en date du 24 mars 1933, de M. le consul général, chef de la région d'Oujda,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — MM. Colombo Xavier et Nicolas Robert, membres de la commission municipale d'Oujda, sont désignés pour faire partie de la commission de surveillance instituée près la prison civile d'Oujda, en remplacement de MM. Merle Maurice et Cano René.

Rabat, le 14 avril 1933.

MÉRILLON.

ARRÊTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

fixant les modalités d'application du repos hebdomadaire au marché de gros des légumes de Casablanca.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC, Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 18 décembre 1925 portant institution du repos hebdomadaire et, notamment, son article 6 ;

Vu l'accord intervenu le 6 mars 1933 entre la majorité des mandataires du marché de gros des légumes de Casablanca et de leurs employés ;

Vu l'avis émis par la chambre de commerce et d'industrie de Casablanca, dans sa séance du 26 avril 1933 ;

Vu l'avis émis le 12 janvier 1933 par la commission municipale de Casablanca,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les mandataires du marché de gros des légumes de Casablanca sont autorisés à donner le repos hebdomadaire le lundi, simultanément à tout le personnel.

ART. 2. — Les agents énumérés à l'article 19 du dahir du 18 décembre 1930 sont chargés d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 29 mai 1933.

MÉRILLON.

ARRÊTE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

modifiant l'arrêté du 30 août 1923 portant application du tarif spécial n° 6 (Manutention et stationnement à terre des charbons de toute nature) concernant la Manutention marocaine.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté du 30 août 1923 portant application du tarif spécial n° 6 (Manutention et stationnement à terre des charbons de toute nature) concernant la Manutention marocaine ;

Vu, notamment, l'article 5 de cet arrêté stipulant que les charbons stationnant sur les terre-pleins loués au mètre carré peuvent être couverts contre les risques d'incendie par les soins de la Manutention marocaine ;

Considérant que les terre-pleins sur lesquels sont actuellement entreposés les charbons se trouvent hors du périmètre de la concession de la Manutention marocaine ;

Le concessionnaire et la chambre de commerce et d'industrie de Casablanca, entendus,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 30 août 1923 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les propriétaires des charbons entreposés sur les sections de terre-pleins loués au mètre carré devront justifier, auprès du chef de l'exploitation du port, qu'ils se sont assurés pour une somme « suffisante contre tous les recours des voisins en cas d'incendie. »

Rabat, le 31 mai 1933.

NORMANDIN.

AUTORISATIONS D'ASSOCIATIONS

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 29 mai 1933, l'association dite « Comité de défense des intérêts des quartiers de la place de Verdun », dont le siège est à Casablanca, a été autorisée.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 29 mai 1933, l'association dite « Groupement de défense des intérêts de Salé et de sa région », dont le siège est à Salé, a été autorisée.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL DANS LES ADMINISTRATIONS DU PROTECTORAT

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

CONTRÔLE CIVIL

Par arrêté résidentiel en date du 24 mai 1933, M. PINELLI Pierre, commis de 2^e classe du service du contrôle civil, est promu commis de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} juin 1933.

Par arrêtés résidentiels en date du 29 mai 1933, sont promus dans le personnel du service du contrôle civil, à compter du 1^{er} juin 1933 :

Commis de 1^{re} classe

M. COGNEY Hubert, commis de 2^e classe.

Commis de 2^e classe

M. AITELHOCINE BELAID, commis de 3^e classe.

Par arrêté résidentiel en date du 26 mai 1933, et en application des arrêtés résidentiels des 8 janvier 1925 et 25 juillet 1928, M. PÈTRE Jean, commis stagiaire du service du contrôle civil, est nommé commis de 3^e classe, à compter du 1^{er} avril 1933 et reclassé commis de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} avril 1932 (traitement) et du 6 avril 1930 (ancienneté).

* * *

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 28 avril 1933, MM. LABROQUÈRE Jean et ROUANET Emile, inspecteurs principaux de 2^e classe des douanes, sont promus à la 1^{re} classe de leur grade, à compter du 1^{er} février 1933.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 2 mai 1933, M. AGOSTINI Antoine, inspecteur hors classe des douanes, est promu inspecteur principal de 2^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1933.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 22 mai 1933, M. ACQUAVIVA Claude, contrôleur principal de comptabilité de 3^e classe, est promu à la 2^e classe de son grade, à compter du 1^{er} juin 1933.

Par arrêté du directeur général des finances, en date du 22 mai 1933, M. LASSARA Georges, contrôleur de comptabilité de 2^e classe, est promu à la première classe de son grade, à compter du 1^{er} juin 1933.

Par arrêtés du directeur du service des douanes et régies, en date des 14, 29 avril, 10 et 15 mai 1933 :

M. JAUFFRET Louis, contrôleur en chef de 1^{re} classe, est rayé des cadres du service des douanes et régies, à compter du 1^{er} avril 1933, date de sa réintégration dans l'administration des douanes métropolitaines.

M. ESTONC Robert, contrôleur de 3^e classe à Casablanca, est placé dans la position de disponibilité pour accomplir son service militaire, à compter du 20 avril 1933.

M. SOULLARD Jules, préposé-chef de 5^e classe, est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité, à compter du 10 mai 1933.

M. BERNO Ludovic, commis stagiaire, est titularisé et nommé commis de 3^e classe, à compter du 1^{er} juin 1933.

M. TOSI Joseph, préposé-chef de 6^e classe, recruté du 16 mai 1933, est confirmé dans son emploi, à compter du 1^{er} juin 1933.

Par arrêté du chef du service des perceptions et recettes municipales, en date du 17 avril 1933, M. LECA Toussaint, commis de 3^e classe, en disponibilité pour accomplir son service militaire, est réintégré en la même qualité, à compter du 16 avril 1933.

Par arrêtés du chef du service des perceptions et recettes municipales, en date du 19 mai 1933, sont promus à compter du 1^{er} juin 1933 :

Chef de service de 1^{re} classe

M. LYSER Léonard, chef de service de 2^e classe.

Chef de service de 4^e classe

M. GARCIA François, chef de service de 5^e classe.

Commis principal de 2^e classe

M. AGOSTINI François, commis principal de 3^e classe.

Commis de 2^e classe

M. CAMPOS Sauveur, commis de 3^e classe.

Collecteur principal de 5^e classe

M. FOUCOU Lucien, collecteur de 1^{re} classe.

Par arrêté du chef du service des perceptions et recettes municipales, en date du 27 avril 1933, est acceptée, à compter du 1^{er} mai 1933, la démission de son emploi offerte par M. BON Paul, commis principal hors classe.

Par arrêté du sous-directeur, chef du service des domaines, en date du 10 avril 1933, M. MERGEY Georges, commis de 3^e classe, est placé dans la position de disponibilité pour service militaire, à compter du 20 avril 1933.

* * *

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DE LA COLONISATION

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 10 mai 1933, sont promus :

(à compter du 1^{er} janvier 1933)

Chef de bureau de 2^e classe

M. BOË Joseph, chef de bureau de 3^e classe.

(à compter du 1^{er} avril 1933)

Commis principal hors classe

M. GRISCELLI Jean, commis principal de 1^{re} classe.

Commis principal de 3^e classe

M. PÉPIN Albert, commis de 1^{re} classe.

(à compter du 1^{er} juin 1933)

Commis principal de 3^e classe

M. BONICART Marcel, commis de 1^{re} classe.

Par arrêtés du sous-directeur, chef du service de la conservation de la propriété foncière, en date du 24 mai 1933, sont promus :

(à compter du 1^{er} avril 1933)

Dessinateur-interprète de 1^{re} classe

M. ABDELFRIM BRAICHA, dessinateur-interprète de 2^e classe.

Secrétaires-interprètes de 5^e classe

MM. SI MOHAMED BEN ABDALLAH SEMILLALI, dit « TANDJAOUI » ; ABBÈS BEN ABDALLAH KABBAJ ; ABDELAZIZ BEN EL HADJ ABDELKADER FENJIROU, secrétaire-interprète de 6^e classe.

(à compter du 1^{er} mai 1933)

Secrétaire de conservation de 2^e classe

M. MURET Paul-Hippolyte-Auguste, secrétaire de conservation de 3^e classe.

Commis principal de 1^{re} classe

M. GUYARD Lucien, commis principal de 2^e classe.

Commis de 2^e classe

M. BROUILLET Guy, commis de 3^e classe.

Interprète de 4^e classe (cadre spécial)

M. RAHAL ABDEKRAHMAN, interprète de 5^e classe.

(à compter du 1^{er} juin 1933)

Secrétaire de conservation hors classe

M. DEBRINCAT Cyprien, secrétaire de conservation de 1^{re} classe.

Commis de 1^{re} classe

M. SUEUR Henri-Gustave, commis de 2^e classe.

Interprète de 1^{re} classe (cadre spécial)

M. KATEB EL HOCINE BEN KADDOUR, interprète de 2^e classe.

* * *

TRESORERIE GÉNÉRALE

Par arrêtés du trésorier général du Protectorat, en date du 31 mai 1933, sont promus, à compter du 1^{er} juin 1933 :

Receveur du Trésor de 1^{re} classe

M. BENAUSSE Hubert, receveur du Trésor de 2^e classe.

Receveur du Trésor de 3^e classe

M. JANES Robert, receveur du Trésor de 4^e classe.

Commis principal de 1^{re} classe

M. ARNAUD Edouard, commis principal de 2^e classe.

Commis de 1^{re} classe

M. PURAVEL Louis, commis de 2^e classe.

M. SCHEMBRI François, commis stagiaire, est titularisé dans ses fonctions et nommé commis de 3^e classe, à compter du 1^{er} juin 1933.

Par arrêté du trésorier général du Protectorat, en date du 10 mai 1933, la démission de son emploi offerte par M. MOZZICONACCI Jean, commis principal hors classe, est acceptée à compter du 1^{er} juillet 1933.

* * *

DIRECTION DES EAUX ET FORÊTS

SERVICE TOPOGRAPHIQUE

Par arrêtés du directeur, chef du service topographique, en date du 15 avril 1933, sont promus, à compter du 1^{er} juin 1933 :

Topographe adjoint de 2^e classe

M. COFFIN Maurice, topographe adjoint de 3^e classe.

Dessinateur principal hors classe

M. GOFFINET Edouard, dessinateur principal de 1^{re} classe.

Dessinateur principal de 3^e classe

M. STELLINI Michel, dessinateur de 1^{re} classe.

Par arrêtés du directeur, chef du service topographique, en date du 15 avril 1933, sont nommés, à compter du 1^{er} juin 1933 :

Topographes de 3^e classe

MM. ROUSSELLE Maurice, SCHEMBRI René et CHESNY Georges, topographes adjoints de 2^e classe.

* * *

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUES

Par arrêté du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date du 24 mai 1933, M. RIGATE Charles est nommé infirmier ordinaire de 6^e classe, à compter du 1^{er} mai 1933.

Par arrêté du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date du 26 mai 1933, sont promus, à compter du 1^{er} juin 1933 :

Médecin hors classe (2^e échelon)

M. MAHIEU Louis, médecin hors classe (1^{er} échelon).

Infirmier ordinaire de 5^e classe

M. RÉMUSAN Charles, infirmier ordinaire de 6^e classe.

PROMOTIONS

réalisées en application des dahirs des 27 décembre 1924 et 8 mars 1928 attribuant aux agents des services publics des bonifications d'ancienneté au titre des services militaires accomplis par eux.

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 5 mai 1933, et en application des dispositions du dahir du 27 décembre 1924, M. MILLET René, conducteur des travaux publics de 4^e classe, en disponibilité pour service militaire légal, réintégré dans les cadres le 1^{er} mai 1933, est reclassé en la même qualité, à compter du 16 août 1931 au point de vue de l'ancienneté (12 mois de bonification).

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 28 avril 1933, et en application du dahir du 27 décembre 1924, M. GORDAN Gaston, rédacteur de 3^e classe du 8 mars 1933, reclassé en cette même qualité à compter du 8 mars 1932 (rappel de stage), est reclassé avec ancienneté du 6 janvier 1931 (14 mois 2 jours de bonification).

Par arrêtés du directeur, chef du service topographique, en date du 12 avril 1933, et en application du dahir du 27 décembre 1924 :

M. BÉTAÏ Albert, topographe adjoint de 3^e classe du 1^{er} mai 1931, placé en position de disponibilité pour service militaire, à compter du 21 avril 1932, réintégré dans son emploi à la date du 20 mars 1933, est reclassé en la même qualité, avec ancienneté du 1^{er} mai 1931 (10 mois 29 jours de bonification) ;

M. PÉGUIN Jean, topographe adjoint de 3^e classe du 1^{er} novembre 1932, est reclassé en cette même qualité à compter du 1^{er} juin 1931 (17 mois de bonification) ;

M. DUSSOL Jean, topographe adjoint de 3^e classe du 1^{er} décembre 1932, est reclassé en cette même qualité, à compter du 4 juin 1931 (17 mois 27 jours de bonification).

CLASSEMENT

dans la hiérarchie spéciale du service des affaires indigènes.

Par décision résidentielle en date du 3 juin 1933, est classé dans la hiérarchie spéciale du service des affaires indigènes :

En qualité d'adjoint de 1^{re} classe
(à la date du 23 mai 1933)

Le lieutenant d'infanterie h.c. Cros René de la région militaire des confins algéro-marocains.

Cet officier qui a appartenu précédemment au service des affaires indigènes de Tunisie, prendra rang sur les contrôles en tenant compte de son ancienneté.

NOMINATION

dans le service des commandements territoriaux.

Par décision résidentielle en date du 31 mai 1933, le chef de bataillon d'infanterie hors cadres Oger Joseph, commandant le cercle du Haut-M'Soun, à Aknoul, est nommé commandant du cercle de Midelt, en remplacement du colonel Martin, nommé commandant du territoire d'Ouezzam.

LISTE DES PERMIS DE PROSPECTION RAYÉS
pour renonciation, non-paiement des redevances
ou fin de validité.

N° du permis	TITULAIRE	CARTE
1040	Compagnie minière du Sous	Talaat N'Yakoub (O.)
1415	Société des mines de Bou Arfa	Anoual (E.)
1416	id.	id.
1417	id.	id.
1418	id.	id.
1419	id.	Tamlelt (O.)

LISTE DES PERMIS DE RECHERCHE RAYÉS
pour renonciation, non-paiement des redevances
ou fin de validité.

N° du permis	TITULAIRE	CARTE
3483	Compagnie minière du Sous	Talaat N'Yakoub (O.)
3484	id.	id.
3485	id.	id.
2997	Bidet	Debdou (E.)
2722	Société d'études et d'exploitations industrielles et minières	Oued Tensift (E.)
1057	Boland Georges	Marrakech-sud (O.)
2806	Compagnie minière de l'Afrique du Nord	Itzer (E.)
2808	id.	Midelt (E.)
2809	Société des mines d'Aouli	Itzer (E.)
2817	Société des mines de l'Oulat	id.
2818	id.	id.
2820	id.	id.
2822	id.	id.
2824	id.	id.

Liste des permis de recherche accordés pendant le mois de mai 1933

N° du permis	DATE d'institution	TITULAIRE	CARTE au 1/200.000 ^e	Désignation du point pivot	REPERAGE du centre du carté	Catégorie
4583	16 mai 1933	Renault Augustin-Paul, 43, trick Sid el Yamani Mouassine, Marrakech-Médina	Marrakech-nord (E)	Axe nord du marabout S ^t Bel Abbès, au nord du fort du Guéliz.	1.000 ^m N. et 1.000 ^m E.	II

PARTIE NON OFFICIELLE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

TERTIB

Bureau de Safi-banlieue

Les contribuables du caïdat de Behatra-nord sont informés que le rôle supplémentaire du tertib des indigènes, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 6 juin 1933.

Rabat, le 30 mai 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

PRESTATIONS

Bureau de Casablanca-banlieue

Les contribuables du caïdat des Zenata sont informés que le rôle des prestations des indigènes non sédentaires, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 6 juin 1933.

Rabat, le 30 mai 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Bureau de Port-Lyautey-banlieue

Les contribuables du caïdat des Ameer Seflia (cheikhat de Touazit) sont informés que le rôle des prestations des indigènes non sédentaires, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 6 juin 1933.

Rabat, le 31 mai 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Bureau de Casablanca-banlieue

Les contribuables du caïdat des Zenata (cheikhat des Bradaa) sont informés que le rôle des prestations des indigènes non sédentaires, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 12 juin 1933.

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Cercle des Beni M'Guild

Les contribuables du caïdat des Irklaouen du nord sont informés que le rôle des prestations des indigènes non sédentaires, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 12 juin 1933.

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

PATENTES

Sidi Rahal

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes de Sidi Rahal, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 8 juin 1933.

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

PATENTES ET TAXE D'HABITATION

Ville de Taza

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes et de la taxe d'habitation de Taza, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 15 juin 1933.

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Ville de Rabat-sud

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes et de la taxe d'habitation de Rabat-sud, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 19 juin 1933.

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Ville de Rabat-Sud (Anglais)

Les contribuables sont informés que le rôle des patentes et de la taxe d'habitation de Rabat-sud, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 8 juin 1933.

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Ville de Fès-médina

Les contribuables sont informés que le rôle (4^e émission) des patentes et de la taxe d'habitation de Fès-médina, pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 12 juin 1933.

Rabat, le 2 juin 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Ville de Fès-médina

Les contribuables sont informés que le rôle (2^e émission) des patentes et de la taxe d'habitation de Fès-médina, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 12 juin 1933.

Rabat, le 2 juin 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Ville de Fès-ville-nouvelle

Les contribuables sont informés que le rôle (2^e émission) des patentes et de la taxe d'habitation de Fès-ville-nouvelle, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 12 juin 1933.

Rabat, le 2 juin 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* *

Ville de Fès-ville-nouvelle

Les contribuables sont informés que le rôle (5^e émission) des patentes et de la taxe d'habitation de Fès-ville-nouvelle, pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 12 juin 1933.

Rabat, le 2 juin 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

TAXE URBAINE

Ville de Settat

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville de Settat, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 12 juin 1933.

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Ville de Settat

Les contribuables sont informés que le rôle (2^e émission) de la taxe urbaine de la ville de Settat, pour l'année 1931, est mis en recouvrement à la date du 8 juin 1933.

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

Ville de Settat

Les contribuables sont informés que le rôle (3^e émission) de la taxe urbaine de la ville de Settat, pour l'année 1932, est mis en recouvrement à la date du 8 juin 1933.

Rabat, le 1^{er} juin 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

* * *

Ville européenne d'Oujda

Les contribuables sont informés que le rôle de la taxe urbaine de la ville européenne d'Oujda, pour l'année 1933, est mis en recouvrement à la date du 12 juin 1933.

Rabat, le 2 juin 1933.

Le chef du service des perceptions,
PIALAS.

CHEMINS DE FER

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES HEBDOMADAIRES

Année 1933

RESEAUX	RECETTES DE LA SEMAINE						DIFFÉRENCES EN FAVEUR DE				RECETTES A PARTIR DU 1 ^{er} JANVIER						DIFFÉRENCES EN FAVEUR DE			
	1933			1932			1933		1932		1933			1932			1933		1932	
	Kilomètres exploités	Recettes brutes	Par kilomètre	Kilomètres exploités	Recettes brutes	Par kilomètre	Sur recettes brutes	Proportion p. %	Sur recettes brutes	Proportion p. %	Recettes brutes	Par kilomètre	Recettes brutes	Par kilomètre	Sur recettes brutes	Proportion p. %	Sur recettes brutes	Proportion p. %		
RECETTES DU 5 AU 11 MARS 1933 (10^e Semaine)																				
Tanger-Fès . . .	204	222.000	1.088	204	292.800	1.435				70.800	31	2.259.500	11.075	2.932.000	14.470					
Zone française . . .	93	18.900	203	93	19.500	209				600	3	201.400	2.165	210.500	2.263					
Zone espagnole . . .	18	6.400	355	18	6.800	377				400	6	70.000	3.889	63.000	3.500	7.000	11			
Zone tangeroise . . .	579	1.198.600	2.070	579	1.122.400	1.930	76.200	7		10.997.100	18.993	11.121.200	19.206							
C ^{ie} des chemins de fer du Maroc . . .	182	54.940	301	179	82.660	461				27.720	10	719.320	3.952	425.780	2.375	293.540	69			
id. (Guercef-front, algérienne)	305	10.450	34	122	7.710	63	2.740					248.420	814	64.050	525	184.370				
C ^{ie} des chemins de fer du Maroc oriental	861	306.330	425	801	448.800	561				82.530	22	1.675.090	1.946	3.126.430	3.701					
Régie des chemins de fer à voie de 0,60																	1.511.340	90		
RECETTES DU 12 AU 18 MARS 1933 (11^e Semaine)																				
Tanger-Fès . . .	204	292.900	1.435	204	286.500	1.404	6.400	2		3.600	15	2.552.400	12.511	3.301.600	16.134					
Zone française . . .	93	23.800	255	93	27.400	294				3.600	15	225.200	2.421	257.000	2.763					
Zone espagnole . . .	18	8.300	461	18	8.500	472				200	2	78.300	4.350	75.400	4.188	2.000	3			
Zone tangeroise . . .	579	1.161.700	2.006	579	1.486.200	2.046				23.500	2	12.158.800	21.000	12.306.400	21.254					
C ^{ie} des chemins de fer du Maroc . . .	182	95.000	522	179	58.230	325	36.830	63				814.380	4.474	484.010	2.703	320.370	68			
id. (Guercef-front, algérienne)	305	4.720	15	122	17.590	141				12.870		253.140	830	81.640	669	171.500				
C ^{ie} des chemins de fer du Maroc oriental	861	271.890	316	801	316.440	367				44.570	12	1.946.980	2.261	3.502.870	4.068					
Régie des chemins de fer à voie de 0,60																	1.555.890	85		
RECETTES DU 19 AU 25 MARS 1933 (12^e Semaine)																				
Tanger-Fès . . .	204	292.600	1.434	204	317.500	1.556				24.900	8	2.845.000	13.916	3.619.100	17.745					
Zone française . . .	93	22.400	240	93	24.800	266				2.400	10	247.600	2.662	281.800	3.033					
Zone espagnole . . .	18	7.600	422	18	8.300	461				700	9	85.000	4.772	83.700	4.650	2.200	2			
Zone tangeroise . . .	579	1.057.400	1.826	570	1.363.600	2.363				311.200	29	13.216.200	22.825	13.675.000	23.615					
C ^{ie} des chemins de fer du Maroc . . .	182	54.120	297	179	82.760	462				28.640	52	865.500	4.771	566.770	3.166	301.730				
id. (Guercef-front, algérienne)	305	30.120	99	122	3.710	30	26.410					233.200	929	55.350	699	107.010				
C ^{ie} des chemins de fer du Maroc oriental	861	167.160	191	801	265.050	308				97.590	58	2.114.140	2.454	3.767.920	4.876					
Régie des chemins de fer à voie de 0,60																	1.633.780	77		

SERVICE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DU TRAVAIL ET DE L'ASSISTANCE

Office marocain de la main-d'œuvre

Semaine du 22 au 28 mai 1933

A. — STATISTIQUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT

VILLES	PLACEMENTS RÉALISÉS				TOTAL	DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES				TOTAL	OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES				TOTAL
	HOMMES		FEMMES			HOMMES		FEMMES			HOMMES		FEMMES		
	Non-Marocains	Marocains	Non-Marocaines	Marocaines		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocaines	Marocaines		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocaines	Marocaines	
Casablanca	53	22	20	40	135	30	»	1	»	31	6	1	11	4	22
Fès	2	49	2	4	57	14	33	»	10	57	2	»	»	»	2
Marrakech	1	5	»	»	6	4	13	»	3	20	1	»	»	»	1
Meknès	3	2	2	»	7	4	2	3	»	9	1	»	»	»	1
Oujda	1	358	1	»	360	4	»	»	»	4	»	»	»	»	»
Rabat	5	8	3	3	19	14	3	2	»	19	1	»	1	»	2
TOTAUX	65	444	28	47	584	70	51	6	13	140	11	1	12	4	28

B. — STATISTIQUE DES DEMANDES D'EMPLOI PAR NATIONALITÉ

VILLES	Citoyens français	Sujets français	Marocains	Allemands	Espagnols	Italiens	Serbes	Tchécoslovaques	Divers	TOTAL
Casablanca	57	»	62	»	19	22	3	3		166
Fès	9	1	94	2	3	1	»	2		112
Marrakech	3	»	16	»	»	1	»	»		20
Meknès	6	»	4	»	2	1	»	»		13
Oujda	5	»	358	»	»	»	»	»		363
Rabat	8	2	13	»	3	6	»	»		32
TOTAUX	88	3	547	2	27	34	3	5		706

ÉTAT DU MARCHÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Pendant la période du 22 au 28 mai, les bureaux de placement ont réalisé dans l'ensemble un nombre de placements inférieur à celui de la semaine précédente (584 au lieu de 871).

Il ressort du tableau ci-joint que le nombre des demandes d'emploi non satisfaites est supérieur à celui de la semaine précédente (140 contre 132), alors que celui des offres d'emploi non satisfaites est inférieur (28 contre 38).

A Casablanca, les employés de bureau et de commerce et les ouvriers du bâtiment sont actuellement les plus atteints par le chômage. Dans les professions féminines, il n'y a pas de chômage, exception faite pour les employées de commerce. Les travailleurs indigènes se placent facilement.

A Fès, les travaux de culture et de moisson absorbent la main-d'œuvre indigène laborieuse.

A Marrakech, la situation du marché du travail n'a subi aucune modification sensible au cours de cette semaine.

A Meknès, les travaux de moisson permettent le placement d'ouvriers spécialisés dans le matériel agricole ainsi que de nombreux manœuvres indigènes.

A Oujda, la situation du marché du travail demeure satisfaisante, bien que des travailleurs indigènes des régions de Fès, Taza et quelques-uns mêmes du Sous viennent chercher du travail à Oujda.

A Rabat, la plupart des demandes d'emploi émanent des travailleurs qui viennent de l'intérieur et n'avaient pas encore été inscrits au bureau de placement.

Assistance aux chômeurs

Pendant la période du 22 au 28 mai inclus, il a été distribué au fourneau économique par la Société française de bienfaisance de Casablanca 824 repas. La moyenne quotidienne des repas servis a été de 117 pour 57 chômeurs et leur famille. En outre, une moyenne quotidienne de 42 chômeurs a été hébergée à l'asile de nuit. D'autre part, la région des Chaouïa a distribué au cours de cette semaine 7.370 rations complètes et 2.117 rations de pain et de viande. La moyenne quotidienne des rations complètes a été de 1.053 pour 300 chômeurs et leur famille et celle des rations de pain et de viande a été de 302 pour 97 chômeurs et leur famille. Le chantier municipal occupe 80 chômeurs environ.

A Fès, une moyenne quotidienne de 60 repas a été distribuée aux chômeurs européens.

A Meknès, le chantier spécial ouvert par la municipalité occupe 30 ouvriers se répartissant ainsi : 12 Français, 4 sujets français, 12 Espagnols et 2 Italiens.

A Rabat, il a été distribué 1.351 repas aux chômeurs ; en outre, une moyenne quotidienne de 22 chômeurs européens ont été hébergés à l'asile de nuit.

Immigration

Au cours du mois de mai, le service du travail a visé 105 contrats de travail établis au profit d'immigrants, dont 66 visés à titre définitif et 39 pour un séjour temporaire. Il en a rejeté 21.

Au point de vue de la nationalité, les 105 immigrants se répartissent ainsi : 65 Français, 2 Allemands, 6 Belges, 3 Britanniques, 8 Espagnols, 11 Italiens, 1 Polonais, 1 Portugais, 1 Russe, 6 Suisses et 1 Turc.

La répartition au point de vue professionnel pour les 66 contrats visés à titre définitif est la suivante : forêts et agriculture : 4, industries extractives : 3, industrie de l'alimentation : 1, industries chimiques : 2, industries du livre : 1, cuirs et peaux : 1, industries du bois : 3, métallurgie et travail des métaux : 1, terrassements, constructions en pierre : 8, travail des pierres et terres à feu : 1, transports : 1, commerce de l'alimentation : 1, commerces divers : 9, professions libérales : 6, services domestiques : 24.

La **201 PEUGEOT**

est la voiture la

plus économique

à l'achat et à

l'entretien et de

plus... elle est

FRANÇAISE !

RABAT. — IMPRIMERIE OFFICIELLE.

LE MAGHREB IMMOBILIER

CH. QUIGNOLOT

Téléphone 29.00. — 9, Avenue Dar-el-Maghzen. — Rabat.

Vous prie de le consulter pour toutes transactions immobilières, commerciales, agricoles, prêts hypothécaires, topographie, lotissements.